

Messieurs les candidats aux élections législatives,

Nous écrivions le 21/03/2019 aux députés du département pour leur demander de ne pas voter le projet de loi dit de transformation de la fonction publique et de tout faire pour arrêter la destruction progressive de la Direction Générale des Finances Publiques via la signature, avec la direction du budget, d'un contrat pluri-annuel d'objectifs et de moyens.

Certains d'entre vous ont voté cette loi le 06/08/2019.

Depuis, notre administration a perdu 1 500 emplois au 01/01/2020, 1 800 emplois au 01/01/2021 et 1 600 emplois au 01/01/2022. Ces suppressions ont concerné 10 emplois implantés en Eure et Loir au 01/01/2020, 27 au 01/01/2021 et encore 10 au 01/01/2022. La situation des emplois prévue pour la fin d'année est déficitaire de 38 agents.

Dans le même temps, la Direction Générale a recruté environ 1 000 contractuels depuis 2019, sous payés et mal formés, et envisage d'en recruter 900 en 2022. A l'heure actuelle, la direction d'Eure et Loir emploie 11 contractuels.

Cette attaque politique du statut, conjuguée à une administration volontairement déficiente en matière de recrutement (nombreux départs en retraite non remplacés par les lauréats des concours), nous conduit à une dégradation sans précédent des conditions dans lesquelles s'effectuent nos missions.

Le déploiement du Nouveau Réseau de Proximité des finances s'est soldé par la fermeture d'environ 1 000 trésoreries sur le territoire national et dans notre département par celles de Courville, La loupe, Chateauneuf, Bonneval depuis 2019. Il est prévu, à ce jour, de fermer en 2023 les deux dernières et plus importantes trésoreries du département, celles de Voves et Maintenon, qui ont déjà perdues les effectifs et la compétence relative à l'accueil fiscal et ce malgré une forte demande de la population de ces cantons.

Les accueils ne sont plus assurés les après-midis dans l'ensemble de nos services. Les Maisons de Service Au Public et les Etablissements France Service s'avèrent peu fréquentés par les usagers malgré notre présence régulière et les animateurs ne se substituent en aucun cas à l'accueil technicien et efficace de nos collègues. Dès lors, les renseignements sont essentiellement délivrés par téléphone ou internet.

Enfin, rappelons-le, si c'était nécessaire, dans le contexte de forte inflation que nous connaissons, les agents des finances, qui ne sont pas des nantis, et qui n'ont bénéficié d'aucune augmentation de salaire depuis 201, supportent une perte de pouvoir d'achat depuis des années.

Les constats sont là, nous subissons des attaques incessantes et la soi disante volonté de concertation engagée par le Directeur Générale des Finances Publiques fin mai ne nous laisse aucun espoir. Un nouveau contrat d'objectifs et de moyens, 2023/2026, sera une fois de plus une épreuve pour l'ensemble des collègues. Toujours faire plus avec moins !

Nous vous demandons donc de refuser clairement cette destruction du service public et de tout mettre en œuvre pour que notre administration, ses usagers et nos collègues ne soient plus les laissés pour compte. Nous restons à votre disposition pour vous exposer plus amplement nos revendications et vous joignons la déclaration d'alerte solennelle établie par notre syndicat.

En votre qualité de futurs élus du peuple, recevez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.